

Les deux pays étaient mûrs pour la paix

CUBA ET ÉTATS-UNIS • *L'embargo pénalisait les deux pays. Son assouplissement permet à Barack Obama de bétonner son bilan et à Raoul Castro d'accélérer la fin du castrisme. Pour les Cubains, c'est une bonne nouvelle.*

THIERRY JACOLET

La «libération» de Cuba a pris tout le monde de court. Négocié durant une année et demie en secret, l'assouplissement de l'embargo américain tombe à pic dans l'agenda politique du président Barack Obama et en pleines préoccupations économiques de son homologue cubain Raoul Castro. Tentative de décryptage.

1 Quel est l'intérêt de Castro d'enterrer la hache de guerre?

Depuis son arrivée au pouvoir en 2008, Raoul Castro prépare la sortie de la révolution socialiste lancée par son demi-frère Fidel en 1959. Il a engagé des réformes au compte-gouttes dans le pays: libéralisation du secteur du petit commerce, voyages à l'étranger sans autorisation des autorités... A 83 ans et à quatre ans de son départ annoncé du pouvoir, il a encore l'énergie de changer de braquet, en annonçant le rapprochement avec le voisin américain. C'en est fini du castrisme pur et dur.

«Raoul a fait preuve d'un réel pragmatisme depuis 2008», estime l'ancien journaliste au «Monde» Jean-Pierre Clerc, auteur de «Fidel Castro, une vie», réédité en 2013. «Il n'était pas sur la ligne de Fidel qui a fait de l'antiaméricanisme l'un des fondements de son idéologie. Il s'est rendu compte qu'après 55 ans de révolution, le résultat n'est pas celui attendu, quand on sait que les habitants ont un salaire mensuel moyen de 15 euros.» Depuis 1961, l'embargo asphyxie l'île qui compte sur l'aide étrangère pour tenir le coup. A commencer par le Venezuela, pourvoyeur en biens et pétrole depuis qu'il a pris le relais de l'ex-URSS. Mais le pays du président Maduro traverse une période de turbulences économiques qui affecte Cuba.

2 Pourquoi Obama tend-il la main à Castro?

Barack Obama est né en 1961, l'année de l'embargo américain décrété sur Cuba. Tout un symbole. Après dix pré-

sidents américains qui se sont cassés les dents sur Fidel Castro, c'est un homme d'une autre génération, d'une autre culture, qui actionne le processus menant à la levée de l'embargo. «Après plus de cinquante ans, les Etats-Unis se sont rendu compte que cet embargo était un échec absolu pour leur économie», tranche Stéphane Witkowski, président du Conseil de gestion de l'Institut des hautes études de l'Amérique latine (IHEAL), à Paris. Jean-Pierre Clerc renchérit: «L'embargo a attisé l'anti-américanisme cubain.»

A deux ans de la fin de son dernier mandat, le président n'a rien à perdre. En faisant le pari de l'ouverture avec Cuba, Barack Obama bétonne son maigre bilan à la Maison-Blanche. Malmené loin de ses bases, le président préfère prudemment se replier sur son pré carré: ses voisins américains. «L'administration Obama sait qu'on ne peut pas se passer d'un pays influent comme Cuba si on veut se rapprocher de l'Amérique latine», observe Stéphane Witkowski.

3 Le sort des Cubains sera-t-il amélioré?

Les Cubains devraient profiter à terme de l'assouplissement de l'embargo. «Les changements vont prendre du temps, mais c'est inéluctable», assure Jean-Pierre Clerc. La population aura accès à de nouveaux biens. Les familles séparées pourront se réunir: l'administration Obama va lever dans les prochaines semaines les restrictions de voyage vers Cuba pour les 12 catégories de voyageurs qui sont actuellement autorisées sous conditions, dont les visites familiales ou les chercheurs. Le pays aura la possibilité de vendre ses matières premières et ses spécialités maison aux Américains: cobalt, nickel, fer, mais aussi rhum et cigares havane. «Le haut niveau de formation des Cubains leur permettra de devenir exportateurs de services à haute valeur ajoutée, par exemple dans les biotechnologies», ajoute Stéphane Witkowski.



Les vieux modèles de voitures américaines datant d'avant la révolution, qui faisaient la carte postale de l'île, vont se raréfier une fois que l'embargo sera tombé. KEYSTONE

Dans l'autre sens, les entreprises américaines pourront augmenter les investissements sur l'île et les institutions financières ouvrir des établissements. Mis à part l'agroalimentaire et la pharmacie qui profitent déjà d'une levée de l'embargo depuis une dizaine d'années, le potentiel pour les firmes américaines de construction et de télécommunications (internet notamment) est aussi énorme.

En revanche, pas de changement à espérer de la part du régime autocratique de La Havane. «Tout autre parti que le Parti communiste est prohibé», rappelle l'ancien journaliste du «Monde» «Les dissidents ne sont pas tolérés. La liberté d'expression est infinitésimale mais en croissance.»

4 L'embargo sera-t-il levé?

Cette détente ne signifie pas pour autant une levée de l'embargo sur l'île en place depuis 1961. Juste le début du processus, puisque Barack Obama entend engager la discussion avec les membres du Congrès à ce sujet. C'est ce cénacle en main républicaine qui serait amené à se prononcer sur une levée de l'embargo.

Jean-Pierre Clerc est confiant: Obama trouvera une majorité bipartite. «Nombreux sont les républicains favorables à cette reprise des relations car ils sont à l'écoute des hommes d'affaires américains dont beaucoup ont intérêt à ce réchauffement des relations.» I

PÉKIN SOUTIENT LA NORMALISATION

Pékin a affirmé hier «saluer et soutenir la normalisation» des relations entre Cuba et les Etats-Unis annoncée la veille. La Chine appelle en outre Washington à lever «le plus tôt possible» l'embargo. Ce rapprochement «n'améliorera pas le sort des Cubains», selon Zoé Valdés, l'un des écrivains cubains les plus connus. La romancière vit en exil en France depuis 1995. Quant à Jeb Bush, ancien gouverneur de Floride qui vient d'annoncer sa volonté de se lancer dans la course à la Maison-Blanche, il a mené la charge. Il a ainsi repris l'argument républicain qui juge que M. Obama se comporte trop souvent comme «un roi ou un empereur». ATS/AFP

EN BREF

RETOUR EN CLASSE AU GOÛT DE VENGEANCE

PESHAWAR Les rescapés de l'attaque des talibans dans une école de Peshawar ont promis hier de «venger» la mort de leurs proches, notamment en retournant en classe le plus tôt possible. Au cours du massacre mardi, 148 personnes dont 132 enfants et adolescents sont morts. Devant l'établissement, au deuxième jour d'un deuil national qui doit s'achever vendredi, des centaines d'élèves, de parents et de personnes happées par cette tragédie veillaient ou déposaient des gerbes de fleurs en hommage aux victimes de cette attaque terroriste, la plus sanglante de l'histoire du Pakistan. ATS/AFP

LE CERVEAU PRÉSUMÉ LIBÉRÉ SOUS CAUTION

ATTENTATS DE BOMBAY Le cerveau présumé des attaques de Bombay a été libéré sous caution hier par la justice pakistanaise, ont annoncé ses avocats. Ces attaques avaient fait 166 morts en novembre 2008 dans la capitale économique indienne. La manière de traiter cette affaire suscite l'irritation de l'Inde qui entretient des relations tendues avec son voisin et rival. ATS/AFP

Les Vingt-Huit crient haro sur l'évitement fiscal

SOMMET EUROPÉEN • *Les membres de l'UE se déclarent déterminés à lutter contre la planification fiscale agressive des multinationales, qui les privent d'importantes recettes qui pourraient être investies dans des projets européens.*

TANGUY VERHOESEL, BRUXELLES

Les leaders des Vingt-Huit ont donné hier soir leur feu vert à la mise sur pied d'un vaste plan européen d'investissements destiné à stimuler la croissance économique et la création d'emplois au sein de l'UE. Parallèlement, ils ont décidé de redoubler d'efforts afin de lutter contre la planification fiscale agressive des multinationales.

Concocté en novembre par la Commission européenne et la Banque européenne d'investissement (BEI), le plan prévoit d'injecter quelque 315 milliards d'euros en trois ans (2015-2017) dans des projets porteurs d'avenir (création de nouvelles infrastructures de transport, interconnexion de réseaux d'approvisionnement énergétique, modernisation des hôpitaux et des systèmes éducatifs, etc.).

Un nouveau Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS) sera créé, dans ce contexte. Il sera doté, au départ, d'un budget modeste: 21 milliards d'euros, apportés sous forme de garanties par la BEI et la commission, qui gère le budget européen.

Bruxelles espère que, par effet multiplicateur, ce fonds permettra d'attirer des investisseurs privés et, au total, de débloquer 315 milliards d'euros. Or, plus de 2000 projets lui ont déjà été soumis, pour un montant de 1300 milliards d'euros. «Il aura plus de succès si les Etats contribuent» eux aussi à l'abonder, a toutefois

reconnu le président de la commission, Jean-Claude Juncker.

Hier, certains Etats se sont déclarés prêts à s'engager dans l'aventure, mais sans aucune garantie. C'est qu'ils sont, pour la plupart d'entre eux, désargentés et obnubilés par le principe du «juste retour»: je paie, donc je reçois.

L'ONG internationale Oxfam pense avoir trouvé la solution à leurs problèmes: si l'Europe parvenait à mettre effectivement «un frein» à l'évasion et à l'évitement fiscaux, ses Etats membres pourraient facilement injecter 120 milliards d'euros par an dans le plan d'investissement. Ce qui permettrait au Fonds de mobiliser beaucoup plus d'argent que prévu auprès du secteur privé.

Ces 120 milliards, estime l'ONG, correspondent aux pertes de recettes fiscales qu'entraînent, pour les Etats, l'évasion fiscale des grandes fortunes (50 milliards) et la planification fiscale agressive des multinationales (70 milliards).

Le problème est pris très au sérieux dans l'Union, surtout depuis qu'a éclaté l'affaire «LuxLeaks» - des fuites sur plusieurs centaines d'arrangements («tax rulings») conclus entre le fisc luxembourgeois et des entreprises, en vue de permettre à celles-ci de connaître à l'avance le traitement fiscal qui leur serait réservé au grand-duché et, partant, de planifier en conséquence leurs implantations et activités à l'échelle mondiale.



Jean-Claude Juncker est déterminé à faire avancer les choses. KEYSTONE

Dans le projet de conclusions qu'ils devaient adopter dans la nuit, les leaders des Vingt-Huit reconnaissent «un besoin urgent» de redoubler d'efforts dans la lutte contre l'évitement fiscal et la planification fiscale agressive, tant au niveau mondial (l'OCDE s'en charge, à Paris) qu'au niveau de l'UE.

La Commission et le Parlement européen ont pris les devants. Dans la foulée

de l'affaire LuxLeaks, qui a ébranlé le président de l'exécutif communautaire, l'ancien premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker, Bruxelles a annoncé la production, au début de 2015, d'un plan d'action contre l'évitement fiscal. Dans ce contexte, il présentera avant mars une proposition de directive (loi) européenne visant à contraindre les Etats à s'échanger automatiquement des informations sur toutes leurs décisions de «tax ruling». Le Parlement européen, de son côté, a décidé de confier à sa commission des affaires économiques et financières le soin de rédiger deux rapports d'enquête sur le sujet.

Prenant les Etats en étau, la commission a par ailleurs décidé, mercredi, d'actionner une arme beaucoup plus puissante: celle de la politique de concurrence, qui interdit aux Etats d'accorder des «avantages sélectifs» à certaines entreprises, sous peine de sanctions financières.

Bruxelles va étendre à tous les Etats membres de l'UE sa collecte de renseignements sur les pratiques de «tax ruling», lancée en juillet 2013, qui l'ont jusqu'à présent amenée à ouvrir des enquêtes approfondies sur certains pays et entreprises: Fiat et Amazon au Luxembourg, Apple en Irlande, Starbucks aux Pays-Bas. Hier soir, le Luxembourg, longtemps considéré comme le paradis des paradis fiscaux de l'UE, a annoncé qu'il ferait toute la transparence sur ses pratiques. I